

## « La sécurité des citoyens et l'atteinte aux biens en milieu rural ».

Un thème qui a été débattu à la sous-préfecture de Mirande



« La sécurité des citoyens et l'atteinte aux biens en milieu rural ».

**Photo :** La sous-préfète de Mirande, Anne Laybourne, et le colonel Olivier Detcheberry, commandant le groupement de gendarmerie du Gers, ont animé les débats.

Mardi 28 novembre à la sous-préfecture de Mirande en début d'après-midi durant 2 h 30 s'est tenu une réunion ayant pour objet en particulier « la sécurité des citoyens et l'atteinte aux biens en milieu rural ». Il s'agissait en réalité d'aborder concrètement le thème lancé en préfecture le 20 novembre dernier celui-ci concernant « la police de sécurité du quotidien » souhaitée par le Président de la République.

Pour cela la sous-préfète de Mirande, Anne Laybourne, avait convoqué les forces de l'ordre dont le colonel Olivier Detcheberry, commandant le groupement de gendarmerie du Gers, et les principaux acteurs des secteurs économiques et associatifs concernés par la problématique de la lutte et de la prévention des cambriolages, et de la sécurité des citoyens : représentants de l'artisanat et du commerce, chefs d'entreprises, responsables associatifs, acteurs du tourisme, monde agricole, chefs d'établissements scolaires.

Après les interventions d'Anne Laybourne et du colonel Detcheberry, lesquels détaillèrent l'objectif de cette réunion en apportant des exemples concrets et des statistiques, furent abordé de nombreux échanges entre les personnes convoquées et la gendarmerie.

Le maire de Castin, Joël Mignano, fit remarquer que les maires auxquels est demandé de collaborer avec la gendarmerie « sont des Officiers de police judiciaire (OPJ) bénévoles mais qu'ils n'ont eu aucune formation ». Les représentants de l'Éducation Nationale soulignent « la bonne réactivité des services de gendarmerie » que ce soit autour des établissements scolaires que lors de leurs interventions de prévention dans l'école, le collège ou lycée. Mais le proviseur du lycée agricole de Mirande « s'inquiète de la tendance qui voit une montée de la violence entre les jeunes ». Un chef d'entreprise s'interroge sur ce qu'il doit faire lorsqu'un employé a consommé de la drogue et de l'alcool. Le responsable de la police municipale demande pourquoi les policiers municipaux n'ont pas droit d'accès au fichier de cartes grises. Un artisan boulanger souhaiterait que tout délit soit sanctionné en mettant en avant les peines d'intérêt général. Le colonel Detcheberry relève que le système d'alerte par SMS pour les agriculteurs n'est pas assez pris en compte par la profession.

**CLIC ICI** pour accéder au compte-rendu de la réunion tenue en préfecture le 20 novembre.



Les personnes qui ont assisté à la réunion.



P1370840.JPG